

le pouvoir aux travailleurs

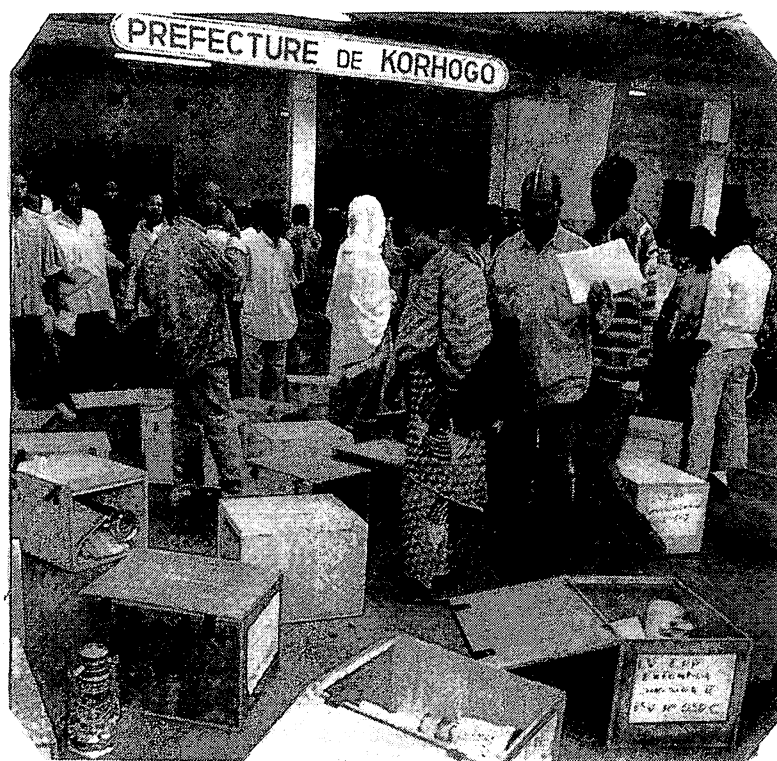
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 DECEMBRE 2 000

N° 281 PRIX 4 FF



COTE D'IVOIRE

MASCARADE ELECTORALE

ET CHAMBRE FABRIQUEE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
- Côte d'Ivoire:
Inva-lidation de la
candi-dature de
Ouattara...
-Contre le poison
ethniste ...

Page 8
Côte d'Ivoire: Des
comités d'autodéfense
d'hier.. et de demain

Page 11
Mali: Konaré a trouvé
des milliards pour
une coupe de football
mais rien pour ...

Page 12
Tchad: Cachez cette
misière que l'on ...

Page 13
E t h i o p i e :
reconciliation et
signature de paix...

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**MASCARADE ELECTORALE
ET CHAMBRE FABRIQUEE**

Malgré quelques tractations de dernier moment, Gbagbo a donc choisi de maintenir la date des élections législatives. Il savait pourtant que cela passerait pour une provocation aux yeux de la population originaire du Nord. La crainte de la répression policière a fait que ces élections se sont déroulées sans heurts à Abidjan et en particulier dans les quartiers pauvres comme Abobo ou Yopougon où la population originaire du nord est nombreuse voire majoritaire.

Sur un total de 225 sièges, le FPI et le PDCI en obtiennent respectivement 96 et 77. Mais dans 29 circonscriptions sur un total de 33 dans le Nord, les élections ont été massivement boycottées et dans certaines villes les autorités centrales chassées. Ainsi, dans 27 circonscriptions les élections n'ont même pas pu avoir lieu. Les sièges restent donc à pourvoir.

La mise à l'écart de fait du RDR et la réplique de celui-ci sous forme de boycott ont transformé ces législatives en une comédie dérisoire. Il est vrai qu'en guise d'élection démocratique la Côte d'Ivoire n'a jamais eu droit à autre chose qu'à ce genre de mascarade.

Pour notre part, nous ne pensons pas que le RDR représente davantage les intérêts de la majorité laborieuse de la population que le FPI ou le PDCI.

Même si Ouattara n'avait pas été écarté de la candidature et si le RDR avait pu participer normalement à l'élection, la chambre n'aurait pas représenté les intérêts de la population laborieuse.

Les députés des parlements élus jusqu'à présent ont toujours été des politiciens au service de la classe privilégiée à laquelle d'ailleurs ils appartiennent tous.

Mais le choix fait par Gbagbo d'écartier le RDR n'en est pas moins une provocation politique qui ne peut que creuser un peu plus le fossé entre les

populations du nord et celles du sud, alors que, dans leur grande majorité ni les unes ni les autres ne tirent le moindre avantage de cette guerre des chefs qui se déroule depuis plusieurs années.

S'agit-il de la part de Gbagbo d'un choix politicien pour se débarrasser d'un rival en la personne de Ouattara ? A-t-il agi par lâcheté en cédant à la pression de l'état-major de l'armée ? Le résultat est le même. Cet homme qui prétendait incarner le progressisme, la gauche, voire le socialisme pendant ses années d'opposition à Houphouët puis à Bédié, s'est révélé dès le début de sa présidence aussi méprisant vis-à-vis de la population, aussi peu soucieux des libertés démocratiques élémentaires que ses prédécesseurs. Etant donné les conditions du scrutin, comparer les résultats respectifs du PDCI et du FPI n'a pratiquement pas de signification politique. Le progrès du FPI par rapport au PDCI signifie seulement qu'un certain nombre de notables du FPI ont désormais accès à une mangeoire dont jusqu'à présent ils étaient écartés. Les quelques changements intervenus dans le personnel politique ne concernent qu'une mince couche de notables qui vivent en parasite sur l'Etat et ses institutions.

Il n'est d'ailleurs pas impossible que Gbagbo cherche un compromis boiteux avec Ouattara et que ce dernier accepte, car l'un comme l'autre ont aussi peu de respect pour leurs propres électeurs

que pour ceux de leurs adversaires. Faut-il rappeler qu'avant que Gbagbo se rallie avec Guéi, il avait été quelque temps allié à Ouattara. Entre l'ancien premier ministre et l'actuel président de la république, c'est la concurrence pour le pouvoir qui prime et pas des divergences politiques.

Même si le FPI est parvenu à ce jour (compte non tenu d'éventuels votes dans le nord) à obtenir près de la moitié des élus au parlement, cela ne consolidera en rien le pouvoir de Gbagbo qui restera un jouet, consentant ou pas, entre les mains des forces de répression qu'il a lâchées contre la population mais dont il peut être lui-même la victime.

Ce que nous souhaitons, c'est que cette mascarade anti-démocratique, ce parlement fabriqué convainc les travailleurs et les pauvres qu'ils n'ont rien à attendre de ce parlement et encore moins pour changer leur sort. Nous n'avons que trop souvent la démonstration que dans ce pays seul compte le rapport de forces. Voilà pourquoi il faut que travailleurs, chômeurs, pauvres, nous bâtissons notre propre force en unissant tous ceux de notre classe par delà les ethnies et les nationalités pour imposer aux possédants un autre partage des richesses de ce pays et une autre organisation des moyens de les produire. C'est la seule façon d'imposer à ceux qui nous gouvernent, notre droit à une vie décente et digne.

COTE D'IVOIRE**INVALIDATION DE LA CANDIDATURE
D'ALASSANE OUATTARA
LA SANGLANTE BOUFFONNERIE !**

Au premier coup, pour les élections présidentielles, Ouattara a été disqualifié pour "s'être prévalu d'une autre nationalité". Au second, pour les législatives, on trouve que ni son père, ni sa mère ne sont de nationalité ivoirienne. Donc, lui même n'est pas ivoirien, nous dit-on. Il faut noter que pour être retenu aux élections législatives, il suffisait, en effet, aux candidats d'avoir le père ou la mère de nationalité ivoirienne, d'origine ou par naturalisation. Alors, la cour constitutionnelle a décidé que ni le père, ni la mère d'Alassane ne sont des ivoiriens. Ne demandez pas, qui dans les années 1920, alors que la Côte d'Ivoire n'existait pas encore, était ivoirien? De plus, le frère d'Alassane Ouattara était lui-même député dans la précédente législature. Il était même vis-président de cette assemblée. A noter aussi que les règles qui régissent la sélection des candidats à la députation n'a pas changé depuis.

Eh oui! Nous vivons bien dans une république bananière, avec un président qui se targue d'être un "démocrate", pour ne pas dire "socialiste". Après tout, aussi bien Houphouët, Bédié que Ouattara, ne se disent-ils pas aussi des "démocrates" ? Ils le sont certainement, ni plus, ni moins que Gbagbo.

Bien sûr, nous ne pleurerons certainement pas sur le sort d'Alassane Ouattara, ce milliardaire et cet autre ennemi des travailleurs, au même titre que Bédié et Gbagbo. Ce ne sont que des politiciens concurrents au service du même camp des bourgeois. D'ailleurs, en privé, ils sont plus liés entre eux qu'ils ne veulent nous le montrer. Il suffit de voir comment Simone Gbagbo s'est fait surprendre par les caméras de la télé en train d'embrasser Bala Keïta, le lendemain même des massacres du 26 octobre.

Non, les travailleurs ne pleureront certainement pas sur le sort d'aucun de ces politiciens. A cause des ambitions des uns et des autres, ils sont en train de creuser une fosse entre les travailleurs des différentes régions. Ce faisant, ils arrangent par bien des côtés la classe exploiteuse. Plus les travailleurs se divisent, plus ça les affaiblit et plus ça arrange les riches. Tout le monde peut, en plus, remarquer le simple fait que les morts, ce n'est pas parmi les habitants du riche Cocody ou de la Riviéra Golf qu'ils se comptent, mais bien des quartiers pauvres d'Abobo, de Yopougon et d'Adjamé. Les travailleurs ont donc à se méfier de ce piège mortel qui leur est tendu. Parce qu'il peut-être, en plus, irréversible.

**CONTRE LE POISON ETHNISTE
LA CONSCIENCE DE CLASSE
DES PROLETAIRES**

Ce que nombre d'entre nous avaient vécu les 4 et 5 décembre est éloquent. Incontestablement, une étape supplémentaire a été franchie dans les affrontements inter-ethniques. Il est difficile de savoir s'il y a eu autant ou plus de morts que lors de la flambée

ethniste du 26 octobre et ce ne sont pas les chiffres officiels qui éclaireront quiconque. Mais la nouvelle flambée s'est ajoutée à la précédente. Et surtout, les agressions à caractère ethnique se poursuivent, au jour le jour. Ici, c'est une altercation au marché qui

se transforme en agression ethniste. Là, c'est un banal contrôle de police qui se termine par un assassinat, en raison du nom "musulman" du contrôlé. Ailleurs, des habitants d'une cour commune se voient signifier qu'ils sont indésirables et sommés à déguerpir sous 48 heures. Des groupes plus ou moins armés mais permanents se constituent dans certains quartiers avec pour volonté affichée de chasser tous les Dioulas. Et les choses n'en restent pas aux paroles ordurières. Elles sont suivies d'actes, agressifs ou humiliants.

Les politiciens en concurrence pour le pouvoir ont réussi à entraîner une fraction de la population dans les affrontements inter-ethnique. Ceux qui agissent constituent pour le moment une minorité. Mais une minorité qui trouve un consensus plus large et par conséquent, est en train d'imposer sa loi dans bien des quartiers.

Nous avons toujours dénoncé dans ces colonnes l'évolution qui a conduit à la situation présente. Nous avons toujours souligné la responsabilité de ces politiciens, de Bédié à Gbagbo, en passant par Guéi ou Ouattara, même si ce dernier passe aujourd'hui pour victime. Mais ce n'est pas lui, prudemment retiré en France, qui paye le prix du sang. Ce sont ceux qui meurent dans la rue, dans des affrontements où ils n'ont rien à gagner. Et le fait que Gbagbo, lui, se prétend de gauche et se réclame du progressisme, ne rend sa politique que plus criminelle encore. Même encore dans l'opposition, il aurait pu s'opposer à la pourriture ethniste propagée d'en haut par la clique de Bédié, et à la démagogie sur "l'ivoirité". Non - il a préféré reprendre à son compte l'une comme l'autre.

Arrivé à la présidence, grâce au sursaut des quartiers pauvres, il n'a pas profité de sa position pour tenter de désarmer la bombe

ethniste. Non, il a choisi de jeter de l'huile sur le feu. Il se posait en partisan de la "réconciliation". Mais ce mot ne signifiait rien d'autre pour lui que sa rapide et honteuse réconciliation d'abord avec le général putschiste Guéi, devant les caméras de télévision, puis avec Bédié dont il vient de pardonner le pillage des caisses de l'Etat en abandonnant toute poursuite contre lui.

Pendant que ces hommes, là-haut, scellaient leur réconciliation, en pardonnant les infamies du passé pour justifier, par avance, les infamies de l'avenir, dans la rue, des pauvres s'affrontaient les uns contre les autres dans une lutte aussi sanglante que sans issue. Et Gbagbo de provoquer les affrontements en cautionnant la décision de la Cour suprême, en prêchant la fermeté à la télévision et pour couronner le tout, en lâchant les chiens dans l'arène, cette même armée qui a failli pourtant le priver de sa victoire électorale. Il sait pourtant que la gendarmerie, que les forces armées, au lieu d'être neutres, au lieu d'assurer "la paix civile" comme on prétend, constituent la pire des bandes ethnistes.

Nous n'avons aucune sympathie politique pour Alassane Ouattara qui, en tant qu'ancien premier ministre, a été et reste un des principaux oppresseurs des classes laborieuses; pas plus que nous n'avons de sympathie politique à l'égard du RDR, issu de l'ex-parti unique de la dictature, responsable à ce titre de bien d'infamies du passé. En outre, si les bandes armées du FPI ont une responsabilité majeure dans le fait que les violences politiques ont pris un caractère ethniste, cette responsabilité est dans une large mesure partagée par les bandes armées du RDR qui sont restées sur le terrain de la vengeance ethnique.

Les Bédié, les Gbagbo, les

Guéi, les Ouattara sont fabriqués du même bois, ils sont tout autant au service de la classe privilégiée



Abidjan, 26 octobre: Gendarmes sévissant contre les partisans de Ouattara.

riche les uns comme les autres, même si des rivalités politiques les opposent, avec la peau et le sang des autres. Mais le fait que le secrétaire personnel de Ouattara puisse être bastonné à mort, à l'occasion d'un simple contrôle de gendarmerie, simplement parce que son nom avait une consonance nordique ; le fait que le fils de Henriette Diabaté ait pu être torturé impunément par des militaires montre le sort qui est réservé à ceux qui n'ont ni protection politique, ni richesse pour peu qu'ils soient Dioulas, Sénoufos ou simplement du Nord.

Et au-delà des crapules politiques et de leurs cliques qui, pour conquérir le pouvoir, ont poussé le pays vers le feu et le sang, comment ne pas évoquer ces gens qui se proclament "l'élite" du pays, parce qu'ils ont fait des études, souvent dans des universités d'occident; parce qu'ils sont aujourd'hui professeurs, universitaires, médecins, écrivains, journalistes; parce qu'ils ont de l'argent et prétendent avoir de la culture?

Qui d'entre eux s'est élevé, avec la vigueur que cela méritait,

contre la démagogie ethniste? Qui d'entre eux a-t-on entendu dénoncer la barbarie qui montait? Ne le sentaient-ils pas? Comme s'il n'y avait pas eu, en guise d'avertissement, le Libéria, la Sierra Leone à deux pas de la Côte d'Ivoire!

Alors, il ne reste pour sauver la société de la ruine qui la menace que la classe ouvrière, que la population laborieuse qui a le plus à perdre dans ces affrontements ethniques. Le plus à perdre, parce que ce sont les quartiers populaires qui constituent le terrain de chasse pour les bandes ethniques. Le plus à perdre parce que, quelle que soit son ethnie, vivre dans la crainte de son voisin de cour commune, être obligé de se déplacer avec sa machette pour se défendre d'un autre, aussi pauvre que soi, n'est pas une vie. Le plus à perdre, parce que c'est dans les quartiers populaires qu'on a brûlé maisons, ateliers, étals de marchands. Et si les bandes ethnistes parvenaient à imposer leur dictature, elles le feraient sur les quartiers pauvres, pour les racketter au nom du combat contre l'ethnie adverse.

Et, par dessus tout, si les divisions introduites par les bandes ethnistes devenaient irréparables; si elles se généralisaient dans les usines, sur le dock, sur les chantiers; c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui serait affaiblie, incapable de défendre ses intérêts matériels contre le grand patronat, contre les riches et contre le gouvernement.

L'irréparable n'est cependant pas encore commis. Dans les usines ou sur les chantiers, on continue à travailler côte à côte. On se parle et on se comprend, Ivoirien ou pas, Dioula ou pas Dioula. Il est encore possible de barrer la route aux idées ethnistes parmi les travailleurs. Il faut empêcher les bandes ethnistes d'imposer leur loi.

Il ne s'agit pas seulement de

s'opposer à la barbarie qui monte par simple humanité ou parce qu'une évolution à la Libéria ou Sierra Leone serait dramatique pour l'écrasante majorité de la société-bien qu'il s'agisse aussi, de cela. Il s'agit de s'y opposer au nom des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière.

Il faut que la classe ouvrière et, plus généralement, les classes laborieuses trouvent leur unité dans la lutte pour améliorer leur propre vie, pour sortir de la misère. Si les salaires sont bas dans ce pays, si nombre de travailleurs et leurs familles ne peuvent se permettre plus d'un repas dans la journée, s'ils en sont réduits à s'entasser dans des logements qui ne méritent pas ce nom, s'ils sont condamnés à mourir même de maladies qu'on sait guérir car ils n'ont pas de quoi se payer le médicament, si la plupart d'entre nous n'ont ni assurance chômage, ni assurance maladie, ce n'est tout de même pas la faute de travailleurs burkinabé, malien ou togolais qui vivent encore plus mal! Si les petits marchands gouro ou baoulé gagnent à peine de quoi survivre, ce n'est pas la faute des petits marchands dioula!

Les véritables responsables sont ailleurs, du côté de ces patrons d'usine, de grands magasins, de grossistes du commerce de toutes nationalités, de toutes les ethnies qui s'enrichissent de façon scandaleuse, précisément en payant des salaires bas, précisément en volant les pauvres!

Ce n'est pas parce que le gouvernement humiliera les "Dioulas" ou chassera les "étrangers" pauvres, que les salaires seront augmentés pour ceux qui ont un salaire ou qu'il y aura du travail, correctement payé, pour ceux qui sont aujourd'hui au chômage. Quant

aux étrangers riches, les patrons et les banquiers français qui pourtant pillent le pays, les représentants des trusts américains ou japonais, les gros commerçants libanais qui volent les consommateurs, il n'est pas question pour le gouvernement d'y toucher.

Alors, si les travailleurs, si les pauvres veulent améliorer leur sort, ce n'est pas à leurs semblables d'une autre ethnies ou d'une autre nationalité qu'ils doivent s'en prendre. Ils doivent s'en prendre aux riches, à ceux dont la fortune personnelle pourrait permettre à plusieurs centaines de familles ouvrières de vivre. Il ne s'agit pas de s'en prendre à leur vie. Il s'agit de les obliger à augmenter les salaires des ouvriers, il s'agit de les obliger de laisser une marge plus grande aux petits marchands, il s'agit de les obliger à assurer aux petits paysans un revenu qui leur permette de vivre. Il s'agit de les obliger à s'enrichir un peu moins, à s'acheter moins de voitures de luxe, des villas moins luxueuses, à déposer moins d'argent sur leurs comptes bancaires en France ou ailleurs, pour que ceux qui travaillent puissent vivre un peu mieux.

Ne nous trompons pas d'ennemis. Nos ennemis ne sont pas nos frères, les travailleurs et les pauvres d'une autre ethnies ou d'une autre nationalité. Ce sont les riches, les grands bourgeois, les patrons et le gouvernement qui est à leur service. C'est contre eux qu'il faut orienter notre colère et notre énergie. Et en le faisant, au nom de nos revendications, au nom de notre droit à un salaire correct, à des logements décents, à une vie digne, nous nous retrouverons tout naturellement côte à côte dans le combat, avec tous ceux qui vivent la même vie que nous.

COTE D'IVOIRE**DES COMITES D'AUTODEFENSE
D'HIER...ET DE DEMAIN**

Les "comités de surveillance" - appelés parfois comités anti-vigilance- sont apparus et se sont généralisés au lendemain des massacres du 26 octobre. Les quartiers se sont organisés, les uns pour se protéger d'une éventuelle vengeance des "Dioulas", en représailles aux massacres que cette communauté avait subi ce jours-là, les autres, les "Dioulas", se sont organisés de peur que les massacres dont ils étaient victimes ne continuent la nuit.

Ils sont donc nés, d'emblée, sous le signe de la méfiance ethnique. Néanmoins, étant donné le mélange des ethnies et des nationalités dans les quartiers et jusqu'aux cours communes, dans certains endroits au moins, les réunions de quartiers regroupaient des habitants d'ethnies différentes, dioulas compris, et certains "comités de surveillance" créés étaient inter-ethniques.

Même si la plupart des "comités de surveillance" n'ont guère duré plus d'une semaine, la question se pose de savoir dans quel sens ils auraient pu se développer et plus précisément, dans quel sens aurait-il été souhaitable qu'ils se développent, du point de vue des intérêts de la population laborieuse. Il ne s'agit pas de récrire l'histoire, fût-elle toute récente. Il s'agit d'apprendre de ce qui vient de se passer pour faire mieux dans l'avenir. Dans le climat d'agitation actuelle, des comités de ce genre peuvent ressurgir d'un moment à l'autre, aussi spontanément et à une aussi large échelle que le 26 octobre et devenir soit un instrument précieux pour la défense des quartiers populaires, soit au contraire un instrument de plus pour les opprimer.

Disons tout de suite que la

création de comités d'autodéfense dans les quartiers populaires est non seulement légitime mais indispensable. Les travailleurs, les pauvres savent que, pour les défendre, pour assurer leur sécurité, ils ne peuvent absolument pas compter sur la police, sur les gendarmes ou sur les militaires, pas même là où c'est en principe leur travail: contre les bandits et les voyous en tout genre. Pire: ce sont précisément les forces de répression officielles qui commettent une bonne partie des exactions, rackets, agressions voire assassinats. Les chauffeurs de gbaka qui viennent à juste titre de réagir contre la fusillade déclenchée par les gendarmes blessant l'un des leurs, ne sont pas les seuls victimes de ceux qui prétendent "assurer l'ordre". Et qui ne se souvient pas du rôle infect de la gendarmerie dans le carnage de Yopougon. Dans bien des quartiers pauvres, rencontrer la nuit un groupe en uniforme n'est pas plus rassurant que de rencontrer un groupe de voyous.

L'insécurité dans les quartiers pauvres, qu'elle soit due à des voyous ou à des hommes en uniforme n'est pas chose nouvelle. Mais avec l'évolution des choses s'y ajoutent maintenant les bandes ethnistes (bien souvent encadrées d'ailleurs de voyous, ou de jeunes au comportement de voyous, pour qui demander la carte d'identité d'une personne dont la tête ne leur revient pas et découvrir un nom "Dioula" est en général une occasion de racketter). Dans certains quartiers, cela va même plus loin. Certaines de ces bandes ethnistes se permettent de pénétrer dans des cours communes, défoncer des portes, menacer tel ou tel des occupants de déguerpir sous 48 heures, piller toujours, humilier aussi.

Créer un "comité d'autodéfense", à commencer à l'échelle d'une cour commune est dans ces conditions juste et nécessaire -mais à la condition que ce comité mène la politique juste, c'est à dire qu'il défende tous les habitants de la cour commune, sans exception et sans exclusion ethnique.



Charnier découvert à Yopougon le 26 octobre

Une cour de vingt ou de trente logements représente déjà une force, à condition qu'elle soit organisée. Elle peut résister à des groupes de pilliers ou d'énergumènes ethnistes. Il faut seulement que l'état d'esprit ne soit pas le "chacun pour soi". La base de l'autodéfense d'une cour commune est simplement de se dire : "je n'accepterai en aucun cas que quiconque défonce la porte de mon voisin pour le voler, pour l'agresser ou pour le chasser de son appartement, pas plus que je ne l'accepterai pour moi-même. Et ceci, même si je ne suis pas lié au voisin, même s'il est d'une autre ethnique, car si nous nous mettons tous ensemble, nous pouvons décourager des groupes d'agresseurs, tandis que si ces derniers n'ont affaire qu'à une seule famille, ils peuvent nous avoir les uns après les autres."

On peut mener le même raisonnement et avoir la même

attitude, à l'échelle de plusieurs cours communes, à l'échelle d'une rue, à l'échelle d'un même quartier.

Dans le contexte actuel, on n'insistera jamais trop sur le fait qu'un comité d'autodéfense ne peut être un instrument au service de tout le quartier, que s'il représente, dans sa composition comme de par son attitude, toutes les ethnies du quartier. Ceux des comités qui, le 26 octobre ou après, ont exclu de leurs rangs les Burkinabés, les Maliens ou les Dioulas ont par là-même cessé de représenter, si peu que ce soit, les intérêts du quartier. Ils sont devenus des comités anti-dioula, des comités anti-étranger et, disons le mot, des comités de lynchage, des comités nuisibles à tout le quartier.

Dans certains cas, l'argument invoqué a été : "mais si une bande de Dioulas venant de l'extérieur nous attaque, pouvons-nous être sûrs de la réaction des Dioulas de notre quartier?" Non seulement l'argument est déjà ethniste mais en outre, il est stupide. Les habitants d'un quartier ou d'une cour commune ont intérêt d'avoir, dans leurs rangs toutes les ethnies, ne serait-ce que pour montrer que la résistance du quartier est unanime et que les agresseurs n'ont pas intérêt à s'y froter!

Une autre condition pour que ces comités soient au service de la population d'un quartier est qu'ils soient liés aux habitants du quartier et qu'ils fassent en tout cas des efforts systématiques dans ce sens. Bien sûr, s'il s'agit d'organiser des patrouilles de nuit dans un quartier et apparaître dissuasifs vis-à-vis de ceux qui viendraient avec de mauvaises intentions, ces comités auront tout naturellement au premier rang des jeunes valides, capables de se battre, hommes et femmes d'ailleurs. Mais il ne s'agit pas de mettre en place des groupes de zoros chargés à défendre le quartier. D'abord,

parce qu'en cas d'agression massive, les zoros risquent de ne pas faire le poids. Ensuite parce qu'ils risquent de monnayer leur "service" et demander de l'argent même à ceux qu'ils prétendent "protéger" et à plus forte raison, de racketter ceux qu'ils auront déclaré des "étrangers au quartier". Dans certains quartiers, le prétendu "comité de surveillance" s'est rapidement transformé, sous l'influence de lumpens bravaches en groupe de racketteurs.

En réalité, tout le monde peut et devrait participer à la défense de son quartier. Même un vieillard peut, de sa fenêtre, repérer d'éventuels agresseurs et donner l'alerte, grâce à un sifflet ou plus simplement encore, en tapant sur une casserole. Dans bien des cas, un concert de casseroles, se propageant de maison en maison, de courée en courée, peut être plus efficace pour décourager des "visiteurs" de nuit non souhaités, qu'un petit groupe de jeunes traînant dans la rue et à moitié endormis. Et en cas de débarquement inopiné de militaires, venus avec de mauvaises intentions, il vaut infiniment mieux qu'ils soient accueillis par toute la population, entourés par un grand nombre d'hommes, de femmes, de jeunes et de vieux, qui discutent, qui dissuadent, plutôt que d'un petit groupe de jeunes mal armés dont ils pourraient venir facilement à bout.

La complicité de la majorité de la population ne diminue pas l'efficacité de groupes de jeunes capables de se battre, au contraire, elle la multiplie. Et c'est surtout cette complicité du quartier, qui signifie, aussi, une forme de contrôle sur les jeunes mobilisés qui est la meilleure garantie que ces jeunes agissent au nom de tous et pour tous, et pas seulement pour leurs propres intérêts.

Il faut se dire que les jeunes qui refusent ce type de contrôle sont, au mieux, des inconscients.

Mais bien plus souvent, ils risquent d'être des grains de bandits qui, au lieu de défendre leur quartier, veulent lui imposer leur loi, c'est-à-dire leur dictature. A plus forte raison, si un soi-disant "comité d'autodéfense", coupé de la population, refuse des candidatures sous des prétextes ethniques, il représente un danger majeur pour toute la population. Car c'est comme cela que surgissent les bandes armées, comme il en sévit depuis des années au Libéria ou en Sierra Leone; de ces bandes pour qui fournir des bras armés à la haine ethniste est une façon de légitimer leurs propres exactions, leurs propres banditisme au détriment non seulement de l'ethnie présentée comme adverse, mais au détriment tout autant de leur propre ethnie.

Les "comités d'autodéfense", tels qu'ils ont surgi le 26 octobre pour disparaître quelques jours après, n'ont été que des embryons dont il n'est pas aisé de distinguer les contours et la lignée de développement. La question de leur devenir n'était pas encore tranchée.

Il dépend aujourd'hui des plus conscients et, demain, de tous, de savoir si ces embryons, en renaissant, aboutissent à l'auto-organisation des quartiers populaires, ce qui serait un progrès formidable -et peut-être une façon de contenir et de désarmer les bandes ethnistes- ou si, au contraire l'embryon donne naissance à un monstre hideux, mi bandit, mi crapule ethniste. Aussi, même actuellement où les comités du 26 octobre ont cessé d'exister mais où il suffit d'un incident grave, d'une provocation pour que l'émotion et les craintes en fassent renaître de nouveau, il est indispensable que ceux qui sont écoeurés par l'évolution ethniste des choses, qui sont déterminés à agir pour l'empêcher, prennent contact les uns avec les autres, constituent des réseaux afin d'avoir suffisamment de poids le jour venu pour peser dans le sens de la création de "comités

de surveillance" de cours communes réellement et qui regroupent dans ou de quartiers qui en soient leurs rangs toutes les ethnies.

MALI

KONARE A TROUVE DES MILLIARDS POUR UNE COUPE DE FOOTBALL MAIS RIEN POUR AMELIORER LA VIE DES POPULATIONS PAUVRES

Pour des raisons de prestige personnel, Konaré a voulu que le Mali, bien qu'étant un des pays les plus pauvres d'Afrique, accueille la Coupe d'Afrique des Nation pour 2002. Les travaux pour la construction d'un nouveau stade à Bamako mais aussi pour rénover et agrandir les stades d'autres villes comme Kayes, Ségou, Sikasso et Mopti vont coûter une somme de 30 milliards de francs CFA. 16 autres milliards vont être engloutis dans les infrastructures aéroportuaires afin d'accueillir les délégations, les joueurs et les spectateurs venus de toute part. Depuis quelques mois, les hôtels poussent comme des champignons à Bamako.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de consacrer de l'argent à une oeuvre purement futile comme la réalisation d'un tel tournoi de football (que la plupart de maliens ne pourront même pas voir dans les stades à cause des prix des places inaccessibles à des petites bourses), Konaré a su trouver de l'argent dans les caisses de l'Etat mais aussi des investisseurs.

Et pourtant, lorsqu'il s'agit de réaliser des travaux utiles et vitaux pour le bien être de la grande majorité de la population, ce même Konaré prétend que les caisses de l'Etat sont vides. Une partie de ces 46 milliards consacrés au football auraient pu servir par exemple à réaliser des travaux d'infrastructures urbaines à Bamako et dans d'autres villes qui en ont cruellement besoin. Bamako a aujourd'hui un million d'habitants. La misère dans les campagnes a fait que de nombreux paysans pauvres sont venus grandir la population de la

capitale en espérant y trouver du travail. C'est ainsi que dans la périphérie de Bamako de nouveaux quartiers pauvres ont poussé. Mais les infrastructures les plus élémentaires y font défaut. Il n'y a ni routes ni canalisations, ni électricité. Mais le mépris de Konaré et de son gouvernement à l'égard des populations pauvres est tel qu'ils n'ont aucune considération pour les besoins les plus urgents de ces populations.

Ici dans l'émigration, les travailleurs maliens sont bien placés pour savoir que dans leurs villages ce sont eux-mêmes qui en cotisant ont construit des écoles, des dispensaires, des maternités, des puits d'eau potable, et parfois des routes parce que l'Etat malien auquel revient en principe toutes ces charges a été incapable de les réaliser. Les ministres et les hauts fonctionnaires sont bien plus préoccupés à trouver la meilleure manière de se remplir les poches qu'à résoudre les problèmes des populations.

Depuis des années il est question par exemple de rénover de ligne de chemin de fer qui relie Bamako à Kayes. Mais jusqu'ici rien n'a été fait et pourtant de nombreux voyageurs fréquentent cette ligne qui date de l'époque coloniale et qui remplit une importante fonction. Aujourd'hui il faut au minimum 12 heures de trajet pour faire les 400 kilomètres séparant ces deux villes, quand tout va bien. Mais lorsqu'il pleut ou lorsqu'il y a une avarie cela peut parfois durer plusieurs jours. Une partie de ces milliards gaspillés dans les travaux de

construction de stades aurait pu par exemple servir à réparer cette ligne qui en a bien besoin. Mais là

aussi, Konaré a préféré faire le choix du prestige de la Coupe d'Afrique.

MALI

DE L'OR ET DE MILLIARDS POUR LES RICHES, DES MIETTES POUR LES TRAVAILLEURS.

Selon les chiffres officiels, le Mali aurait vendu 24 tonnes d'or sur le marché international en 1999. Ce qui fait du Mali le troisième exportateur d'or africain derrière l'Afrique du Sud et le Ghana. Cette vente aurait "généralisé" un revenu de 142 milliards de CFA, soit une augmentation de 350% en cinq ans. L'or constitue aujourd'hui près de 40% des recettes d'exportation du Mali. Après le coton, c'est la deuxième source de devises du pays.

Mais qui, en dehors des trusts qui se sont appropriés les meilleurs mines et de quelques privilégiés haut placés dans l'appareil d'Etat, a réellement vu la couleur de ces

milliards? Les travailleurs des mines et les orpailleurs qui risquent quotidiennement leur vie en creusant des trous et en s'y introduisant sans protection, continuent de vivre dans des conditions dignes des temps révolus pendant qu'une poignée de voleurs et d'exploiteurs profitent de leur dur labeur. Il serait pourtant tout à fait normal que ces travailleurs et leurs familles, comme l'ensemble de la population pauvre du Mali profitent des richesses produites dans ce pays. Mais pour que cela soit ainsi il faudra que tous les travailleurs, tous les exploités s'organisent pour revendiquer leur droit à une meilleure existence.

TCHAD

CACHEZ CETTE MISERE QUE L'ON NE SAURAIT VOIR

L'affaire des expulsions des centaines de Tchadiens travaillant en Libye n'est pas encore close. Après le mutisme du gouvernement tchadien face aux violences racistes subies en Libye par les travailleurs immigrés africains tout désignés comme boucs émissaires de la crise que traverse ce pays, il passe à l'attaque.

Pour avoir critiqué "la mollesse de la réaction des autorités de Ndjama après les attaques racistes contre les ressortissants tchadiens résidant en Libye" l'auteur d'un article intitulé "SOS pour nos compatriotes de la Libye" paru dans un journal a été arrêté, bastonné et jeté en prison par les sbires du régime. Le directeur de publication quant à lui

a été impliqué pour "complicité" et pour avoir relaté des témoignages des rescapés tchadiens expulsés, regroupés comme du bétail dans la cour d'une école à Ndjama.

Selon un témoignage d'un rescapé: "Les Libyens nous aspergeaient d'essence avant de nous brûler. Des dizaines de nos compatriotes ont été jetés à la mer. Nos biens ont été pillés et nos maisons incendiées." Une autre victime raconte: "Ils nous ont forcés à quitter notre maison, en l'aspergeant d'essence, et nous étions sortis pour fuir".

Depuis un certain temps déjà les travailleurs immigrés d'origine africaine étaient pris pour cible. Ces derniers, même en règle vis-à-

vis de l'administration, étaient arrêtés et le plus souvent tabassés avant d'être expulsés vers leur pays d'origine. Partout, surtout à Tripoli, des insultes racistes fusaient: "Habid (esclave), rentre chez toi". C'étaient les signes avant-coureurs de la xénophobie qui a embrasé le pays.

Le gouvernement tchadien n'aime pas qu'on parle de ces massacres de travailleurs africains perpétrés en Libye parce que cela risque de nuire aux rapports diplomatiques avec ce pays. Les autorités tchadiennes, en particulier leur chef de file Idriss Déby ont peur de la réaction de

Khadafi; ils ont peur que ce dernier se fâche et coupe les ponts. Ce qui veut dire que les millions de billets verts généreusement octroyés à nos dirigeants par ce dernier risquent de tarir. C'est pourquoi ils font tout pour minimiser les graves événements de Libye.

Bien évidemment, pour nos dirigeants, leurs intérêts personnels égoïstes passent avant les intérêts généraux des populations. Peu leur importe que ces expulsés de Libye, sans logis, abandonnés dans une cour d'école souffrent de faim, manquent de soins et ne soient même pas indemnisés.

ETHIOPIE

RECONCILIATION ET SIGNATURE DE PAIX ENTRE L'ERYTHREE ET L'ETHIOPIE. JUSQU'A QUAND ?

Le 12 décembre dernier un accord de paix a été signé entre Issayas Afewerki, président érythréen, et Meles Zenawi le premier ministre éthiopien sous l'impulsion d'Abdelaziz Bouteflika le dirigeant algérien. Cet accord met provisoirement fin à une guerre féroce qui dure depuis plus de deux ans.

En effet depuis mai 1998 les deux pays étaient entrés en guerre. L'affrontement militaire s'effectuait tout le long de la frontière des deux pays. Les deux dirigeants n'avaient pas lésiné sur les moyens. Au plus fort des affrontements il y avait environ 320.000 soldats éthiopiens d'un côté et de l'autre plus de 250.000 érythréens. Il y a eu officiellement 120.000 morts. En plus près de 1,5 million de personnes ont fui les zones de guerre pour aller se réfugier au Soudan ou dans des régions plus éloignées parce que les deux armées bombardaient des zones habitées. Selon les observateurs il paraît que cette

guerre est une véritable boucherie comparable à la première guerre mondiale. C'était une guerre de tranchées de plusieurs centaines de Km où des hommes s'entre-tuent.

La raison affichée serait que les parties ne sont pas d'accord sur le tracé de la frontière. Ainsi l'Erythrée se sentant lésée déclenchait les hostilités en attaquant la première.

Du coup Issayas Afewerki a trouvé une bonne raison pour détourner complètement l'attention de la population, et surtout de ceux qui sont mécontents. Mécontents parce que l'indépendance de l'Erythrée a certes mis fin à plus de trente ans de conflits armés mais pas à la misère.

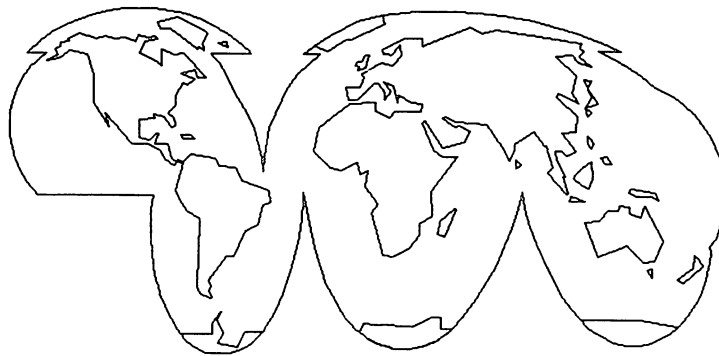
Quant aux dirigeants éthiopiens, eux n'ont pas eu du mal à convaincre la population pour soi-disant répondre à la provocation de l'armée érythréenne. Avec cette guerre Meles Zenawi a lui aussi une bonne raison de faire oublier les

mécontentements de la population. En effet il y a eu des licenciements dans l'administration et les entreprises d'Etat. Le chômage est chronique. Les jeunes ne trouvent pas d'emploi. Les prix des denrées alimentaires augmentent. Et l'état des hôpitaux se détériore de plus en plus. Ceci ne suffit pas. Meles Zenawi mène une politique ethniste en favorisant sa région le Tigré, et en plaçant partout dans la fonction publique des Tigréens. Du coup la guerre contre l'Erythrée a calmé pour le moment les esprits mécontents. Et maintenant les dirigeants de l'OUA avec Bouteflika en tête ont mis la pression pour ramener à la raison Meles et Afewerki. C'est sûr qu'ils n'ont pas eu beaucoup de mal. Les pays sont sortis très affaiblis de cette guerre fratricide. Pour faire croire qu'ils agissent pour la paix en

Afrique les dirigeants des Etats impérialistes ont eux aussi agi de leur côté en envoyant des troupes Onusiennes à la frontière des deux pays. Ils font cela une fois que le mal est fait et que les pays sont sortis affaiblis par la guerre. Et pourtant ils avaient tous les moyens pour arrêter la guerre tout au début.

En plus de ces 120 000 morts cette guerre a coûté un million de dollars par jour. Les deux dictateurs sont toujours en place. Ils n'ont pas été contestés par leurs populations. Ils ont accepté de signer la paix entre eux sur le dos de leurs populations. Jusqu'à quand la réconciliation durera-t-elle? En tout cas, les populations concernées, elles n'ont aucune raison de faire la paix avec leurs dictateurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.